

Okn-32 Berkaoui : un tabou insensé



Le cratère s'est élargi sur 320 m de diamètre. © D. R.

Les autorités algériennes peuvent se targuer d'avoir entretenu une chape de plomb, depuis plus de trente ans, sur un sujet qui relève pourtant de l'intérêt général sinon de l'avenir de toute une région du pays.

L'accident survenu en 1978 à Haoud Berkaoui près de Ouargla au moment où la multinationale française Total forait un puits d'hydrocarbures demeure un secret d'État qui soustrait ce grave précédent de l'intérêt et de la préoccupation qu'il aurait dû susciter ... sous d'autres cieux. En effet "le forage du puits Okn 32 a mis accidentellement en contact la nappe hydrique profonde (albien) et la nappe superficielle". L'irruption de l'eau à travers la couche de sel qui les sépare a provoqué ensuite, en 1986, un gigantesque effondrement de terrain situé entre 450 et 600 m de profondeur. Dans cet accident, il s'agissait après sa survenue de chercher à minimiser les pertes économiques et éviter une catastrophe naturelle et écologique (à long terme) à savoir la dissolution de la couche de sel dans toute la région et les pertes par écoulement à la surface des eaux de la nappe profonde avec un taux de salinité très élevé.

Conséquences et risques à venir

Pour comprendre l'ampleur du désastre susceptible de se produire avec le temps, il faut planter l'ensemble du décor. Le puits Okn-32 se trouve à 8 km au sud des principales installations pétrolières de la région de Houd Berkaoui et à 30 km au sud-ouest de la ville de Ouargla. Son effondrement, en 1986, a creusé un cratère d'environ 80 mètres. L'extension du cratère, en s'étendant au puits OKN-32 bis, a engendré son élargissement à 320 m de diamètre. Depuis, le cratère continue de s'étendre. Les photos satellite du 14 janvier 2015

montrent un diamètre d'environ 350 m (Google Earth). Le suivi de ces photos indique que la progression est d'un mètre par an environ. Plus inquiétant, d'après ces observations, un nouvel effondrement est possible pour porter brutalement le diamètre à 500 mètres. Il semble bien que rien de déterminant n'ait été fait pour colmater l'écoulement. L'opacité entretenue par les autorités algériennes désarme Sonatrach. Total accuse la compagnie nationale d'avoir failli : "On a essayé de mettre en place des mesures de sécurité en utilisant de la baryte mais Sonatrach s'occupait de la logistique et nous l'a livrée 15 jours trop tard", affirmait en 1999, l'ancien DG de Total. Dans les années 1980, la Banque mondiale était prête à financer des travaux de remédiation (préservation de la nappe) mais elle refuse de donner l'argent directement à Sonatrach et préfère traiter avec un prestataire.

Le pire est sans doute la pollution des eaux, l'écoulement de la nappe profonde vers la surface (nappe qui alimente la ville de Ouargla) a un débit de 2 500 m³ par heure (Razon B., 1999). Cette quantité peut alimenter une ville de 300 000 habitants. L'eau qui remonte passe par le sel et arrive avec un taux de 275 g/l, l'équivalent de celui de la mer Morte. Elle se mélange avec l'aquifère de surface. Au rythme actuel, à la fin du siècle de la salination, l'eau tirée pour les besoins domestiques et l'agriculture sera impropre à de tels usages (plus de 20g/litre). Au sujet de la contamination de la nappe hydrique superficielle, les études sont rares. Saïd Akretche (ex directeur de Naftal) et Lynda Okbi de la Sonatrach publient en 1995 une étude dont laquelle ils notent l'apparition "d'une cavité d'un volume de 37 millions de m³, 71 millions de tonnes de sel dissous et une augmentation constante de la teneur en sel dans la saumure", c'était il y a 22 ans (Historique de l'incident d'Okn 32, à la partie du nord du Sahara algérien). Ils ajoutent que "la propagation de la contamination par les eaux salées suivant les quatre directions à partir d'OKN 32 et dont les limites se situent: vers l'est, à environ 3 km; vers le sud, à environ 2,5 km;— vers le nord, à environ 1,5 km; vers l'ouest à environ 1 km".

De l'avis des hydrologues, l'aquifère profond ne risque pas grand chose parce qu'il est d'une superficie énorme mais la déperdition est un vrai problème. L'aquifère du Sahara septentrional, s'étend sur plus d'un million de km² sous l'Algérie, la Tunisie et la Libye à 1000 à 2000 m. Il renferme environ 31 000 milliards de m³ d'eau très peu renouvelable (brève ci-contre). Pour avoir une idée de l'importance de cette immense réserve qui risque d'être altérée aussi par les projets d'exploitation du gaz de schiste, "la nappe souterraine de l'Albien, qui occupe environ 100 000 km² sous le Bassin de Paris, n'en renferme 'que' 425 milliards de m³".(larecherche.fr/savoirs/dossier-special/nappes-fossiles-du-sahara). D'ors et déjà, la couverture végétale dans la région est dans une décroissance entre 1976 et 2015 qui ne peut être expliquée uniquement par les changements climatiques.

Tout indique que rien de significatif n'a été entrepris

Notons que lors d'un Colloque international sur les ressources en eau souterraines dans le Sahara (Ciress) qui s'est déroulé à Ouargla les 12 et 13 décembre 2005, une communication "Cratère d'effondrement du puits Okn-32" a été présentée par Izri Nadir et Skander Karim Simbel. Ils affirmaient qu'"après plusieurs tentatives infructueuses pour colmater les pertes totales survenues dans ce forage, le trou initial foré jusqu'à 2 523 m n'a pu être retrouvé ... La pose de tubages n'ont pu arrêter les pertes totales de boue". Ils ajoutent que "toutes les études, analyses, mesures, interprétations et travaux réalisés à ce jour montrent que la nappe phréatique du sénonien carbonaté (surface) est toujours alimentée par les aquifères du continental intercalaire (Albien)". Pour eux, même sans intervention "le lessivage du sel s'est fortement atténué". Ils s'interrogent tout de même pour conclure : "Peut-on courir le risque et 'laisser faire la nature' et faire confiance aux résultats de toutes les études et mesures réalisées à ce jour et qui prévoient une atténuation naturelle du phénomène...ou bien, doit-on intervenir pour tenter d'intercepter la source de l'éruption d'OKN32". On ne sait pas à quels études et travaux se réfèrent ces cadres en poste à Sonatrach mais il faut avoir un certain aplomb pour venir plus de trente ans après s'interroger sur l'opportunité d'intervenir ou de "laisser faire la nature". Comment avec une telle opacité et une désinvolture affichée peut-on convaincre les populations du bien-fondé de recourir aux forages de gaz de schiste aux techniques beaucoup moins maîtrisées ?

